



Edition de mai 2012

Union Libre 56

« Résister est un verbe qui se conjugue au présent » Lucie Aubrac

Edito :

Les urnes ont délivré leur verdict et même si l'Union n'avait bien sûr pas donné de consigne de vote, nous ne sommes pas particulièrement mécontents du résultat...

Il est vrai que la période fut difficile et que nos corps (intermédiaires) ont pris de tels coups qu'ils en sont encore bien courbatus ! Tout comme la société entière qui sort meurtrie et épuisée par ces cinq dernières années.

« Ils ont voté, et puis après ? » chantait Léo Ferré...A la DGFIP, les remontées du réseau mettent en évidence le désabusement d'agents dépassés, désorientés par les conséquences des réformes incessantes et par les pertes de repères engendrés par la fusion. La question de l'emploi est au coeur de la préoccupation des agents et d'autres choix politiques en matière de volume de recrutement doivent intervenir...

Dans notre boutique, notre rôle de vigie restera primordial...Inlassablement, nous continuerons notre route au service des personnels et de la justice.

Merles moqueurs ? Peut-être...en tous cas nous l'attendons, le temps des cerises !

Finances publiques - Les grands chantiers du quinquennat :

L'élection présidentielle est passée. Elle a été marquée par le contexte de crise. Dans la période, on parle souvent de crise des finances publiques ou de crise de la dette publique, alors que celles-ci sont la conséquence d'une crise plus globale dont les causes sont notamment : l'emballement de la dette «privée», la modération salariale, la déréglementation, la spéculation, le mode de financement de la dette publique, le manque à gagner provenant des baisses d'impôts etc..., soit autant de causes relevant directement des choix néolibéraux.

En conséquence, traiter la question de la dette publique dans sa globalité doit en toute logique poser la question de la réglementation des marchés financiers, de la réduction des inégalités de revenus, du rééquilibrage des systèmes fiscaux ...

La dette repose sur un mensonge : elle ne vient pas d'une orgie de dépenses publiques, mais de l'érosion organisée des recettes fiscales.

Il y a tant à dire et à faire...La vie est si courte



ECHOS DE L'AG 56

Le 24 avril dernier, s'est déroulée notre assemblée générale à Pluneret. En présence de Florence Toquet, secrétaire nationale, de Philippe Benjamin, conseiller régional, et de nos fidèles retraités. Ce fut un moment privilégié : de bilan, de partage et de convivialité. Comme chaque année, vous êtes nombreux à y avoir assisté, nous vous en remercions. Votre participation aux débats est essentielle et enrichit la vie de la section.



Changer de nom en étant plus que jamais fidèles à nos valeurs et à nos histoires

Nous sommes convaincus de la nécessité pour notre syndicat de changer de nom. Celui que nous portons était défini dès l'Union des deux filières comme provisoire.

Le nom proposé: « Solidaires Finances Publiques » permettrait de supprimer les inconvénients de l'actuel qui est long et difficile à retenir. Il rendrait plus visible notre adhésion à la fédération ministérielle « Solidaires aux finances » (seule instance en capacité de nous représenter au niveau du ministère des Finances) ainsi que notre affiliation à l'Union Syndicale Solidaires (dont nous sommes non seulement « membre fondateur » mais aussi cheville ouvrière) qui nous représente au niveau fonction Publique et interprofessionnel.

Cette clarification nous donnera une meilleure lisibilité et cohérence, et permettra d'éviter la déperdition de voix au niveau des élections professionnelles, comme nous l'avons vu en 2011.

Cette modification sera une nouvelle étape dans notre vie militante commune en finalisant l'union du SNUI et de SUD Trésor, dans l'esprit des valeurs défendues depuis toujours au sein des deux anciennes organisations syndicales. Il n'y aura ainsi aucun changement d'orientation ou de pratique syndicale, mais bien la volonté de rendre notre syndicat plus lisible dans le cadre d'une structure administrative nouvelle et d'un environnement plus global qu'il ne saurait ignorer.

Un referendum est en cours, votre participation est importante.

D'ores et déjà, le bureau de section et l'Assemblée Générale se sont prononcés favorablement à l'adoption du nouveau nom.



Congrès d'Albi du 19 au 21 juin 2012 :

Le 1er congrès de l'Union verra pour thèmes principaux, outre les rapports d'activité et d'orientation dont vous avez eu connaissance :

- les conditions de vie au travail,
- les missions de la DGFIP,
- les parcours professionnels,
- une réflexion sur notre structuration et nos pratiques,
- les rôles, place et moyens du militant syndical.

Nos délégués seront : Annie Rio, au titre de la région Bretagne, Alain Devieilleville, Jean-Marc Papotier ou Carole Rosolen, Yannick Le Sausse.

Audience DDFiP:

Dans le cadre des présentations des organisations syndicales, nous avons été reçus vendredi dernier par le nouveau DDFiP, M Guillouët, assisté de Mme Font. Cette audience nous a permis de réaffirmer les valeurs que nous portons, et de soulever nos principaux sujets de préoccupations : l'emploi, les conditions de travail, les principes de gestion ...



Mutations :

Les CAPL de mutations filière fiscale se profilent. A la lecture des projets de l'administration, et comme nous l'avons déjà souligné l'an dernier, force est de constater l'augmentation du nombre de postes non pourvus, et par voie de conséquence laissés à la disposition. Ce qui remet en question la règle d'affectation au plus fin et nous inquiète. D'expérience nous savons que cette dérive rend précaire la situation des agents, sous prétexte de flexibilité.

Nous avons interpellé la direction sur le sujet, et nous resterons vigilants.

Pétition SIP « saisie globale au fil de l'eau »

Vous avez appris qu'une expérimentation « sauvage » a été lancée sur le site du SIP de Lorient-Nord. A cet égard, vous avez été sollicité pour signer une pétition.

Le résultat ne s'est pas fait attendre, avant même la remise des pétitions à la direction, l'expérimentation en question a été arrêtée !!!

**« Les conneries, c'est comme les impôts, on finit toujours par les payer .»
(Michel Audiard)**



Abrogation du jour de carence

Le sentiment de «mépris» ressenti par l'ensemble des agents de la Fonction Publique remonte des services comme un leitmotiv...

Au moment où chacun s'accorde à dire que les conditions de travail deviennent de plus en plus difficiles, allant parfois jusqu'à pousser certains d'entre nous aux gestes extrêmes, il est particulièrement choquant de sortir une telle mesure qui pénalisent encore plus les agents fragilisés: La double peine en quelque sorte ! Comme si cela ne suffisait pas de subir de plein fouet les excès des suppressions d'emplois ou d'un management agressif !

Laurent Gathier, notre secrétaire général, est intervenu auprès de la présidence de la République, pour en obtenir l'abrogation.

Affaire à suivre !!!



RIFI DANS LES BARONNIES...

Du temps pas si éloigné que cela de la Comptabilité Publique, la gestion des agents oscillait olé, olé, selon le bon vouloir de certains comptables qui du haut de leur (im)posture posaient quelques exigences en matière d'affectation...

Un militant syndical ? pas de ça chez moi !

Un agent avec des présumées casseroles ? mauvaise cuisine !

Ainsi, se tramait en coulisses le sort des uns ou des autres...

Le rideau est tombé. La fusion est passée par là et même si le bilan est peu reluisant, on ne peut que se féliciter que le souhait des agents retrouve le premier rang, qu'il n'aurait jamais du perdre.

Les CAPL doivent reprendre leur rang avec des règles de mutation lisibles, transparentes et s'imposant à tous...

Finis le gré à gré, l'ostracisme ou le favoritisme. Chacun prend ce que les règles lui donne, nul ne s'en plaindra à condition qu'aucune forme de rétorsion ne sévise.

Les petits barons cédant une once de pouvoir pourraient succomber à cette tentation...

L'Union sera donc particulièrement vigilante dans ce domaine...

Le comité de rédaction.